

CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 22 novembre 1974

La séance est ouverte à 11 heures.

[Traduction]

MESSAGE DU SÉNAT

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'annoncer à la Chambre que le Sénat lui a adressé un message pour l'informer qu'il a adopté le bill S-17, tendant à modifier la loi sur les explosifs, qu'il la prie d'approuver.

AFFAIRES COURANTES

[Français]

LE BUDGET DES DÉPENSES

LE BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (B) POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE SE TERMINANT LE 31 MARS 1975

L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor) présente un message dont l'Orateur donne lecture à la Chambre et par lequel Son Excellence l'Administrateur du Gouvernement du Canada transmet le cahier supplémentaire des prévisions budgétaires (B) relatives aux sommes requises pour le service du Canada pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, et, conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, recommande lesdites prévisions budgétaires à la Chambre des communes.

* * *

● (1110)

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA CONFÉRENCE DE L'ALIMENTATION À ROME—RAPPORT DU MINISTRE

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, j'aimerais commenter la Conférence mondiale de l'alimentation qui a débuté à Rome il y a un peu plus de deux semaines. Samedi dernier, elle a pris fin et, parmi les 123 pays représentés et plus de 1,200 délégués présents, presque tous ont souligné le besoin de l'accroissement de la production mondiale d'aliments par les agriculteurs. Alors que plusieurs pays étaient invités à produire plus d'aliments et à aider les pays en voie de développement à faire de même, le Canada a été l'un des rares à avoir choisi de donner un mandat précis et significatif à ses représentants.

Permettez-moi de vous dire un mot de nos représentants. Notre délégation à Rome était bien préparée et l'une des meilleures sinon la meilleure. Elle comptait deux ministres fédéraux, un ministre provincial, trois observateurs du Parlement canadien et des représentants de la Fonction publique. Ils se sont tous sérieusement acquittés de leurs responsabilités et ont travaillé avec ardeur à atteindre des résultats positifs. Sans plus tarder, j'aime-

rais corriger immédiatement une impression qui a eu cours. Certaines personnes ont prétendu que notre délégation essayait d'effectuer des manœuvres obstructives au comité traitant du commerce. Cela est absolument faux. En aucun temps, il n'y a eu de membres de la délégation canadienne qui ont tenté un genre quelconque d'action négative à la Conférence. A vrai dire, il y a eu des échanges de vues assez poussées sur le problème du commerce, mais elles se sont produites entre les délégués des pays en voie de développement qui avaient parfois des vues très divergentes sur ce sujet.

Lorsque mon collègue, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEachen), a fait connaître la volonté du Canada de fournir une part plus que substantielle de l'objectif mondial minimum sous forme d'aide alimentaire et des contributions plus que doublées au Programme alimentaire mondial, on a alors pensé que le point tournant de la Conférence était atteint. Ce sentiment d'optimisme s'est intensifié lorsque l'Australie, suivant en cela l'exemple du Canada, a fait à son tour une offre. Si les autres pays avaient répondu d'une façon aussi empressée, la Conférence aurait été une plus grande réussite.

Tous ceux qui ont réellement à cœur l'intérêt des agriculteurs et de l'agriculture devraient pouvoir participer à une réunion comme la Conférence mondiale sur l'alimentation. C'est une occasion de constater l'importance réelle des bons agriculteurs et d'une agriculture productive et efficace. Lorsque je prenais part à certaines des séances, tenues dans l'immense édifice construit par Mussolini en prévision des Jeux olympiques de 1942 et que j'attendais que les traducteurs rattrapent l'orateur, ou encore que je prêtais l'oreille aux palabres des délégués de divers pays débattant pendant vingt minutes le choix du mot exact—«rare» ou «limité»—à insérer dans une phrase, j'ai eu l'occasion de réfléchir sur quelques-uns des pays représentés à la Conférence.

Ce qui m'a vraiment frappé, c'est que l'agriculture de tous les pays industrialisés où elle est bien développée constitue les fondations solides sur lesquelles repose le reste de leur économie. Si l'agriculture d'un pays n'est pas saine, on peut être presque assuré qu'il fait face à d'autres problèmes importants. La même constatation peut s'appliquer aux pays en voie de développement. On ne peut pas tous les regrouper sous cette même appellation. Ceux d'entre eux qui n'ont pas prêté suffisamment d'attention à leurs agriculteurs et ont mal prévu leurs besoins souhaiteraient avoir agi autrement. On peut également affirmer que les pays n'ayant pas négligé leur agriculture connaîtront un démarrage très rapide dans les autres secteurs de leur économie.

Il est d'autre part très difficile d'obtenir des résultats concrets dans ces comités. Parfois on partait avec un assez bon avant-projet de résolution, mais on voulait tellement le figoler qu'à la fin il n'en restait pratiquement rien. Malgré tout, nous avons réussi à faire des progrès. La délégation canadienne a siégé plusieurs fois par jour pour examiner les progrès et les problèmes des comités. Dans ce travail, ils ont été considérablement aidés par la participation active du Canada aux comités préparatoires.